

Portugal : Mme Pintasilgo dirigera un gouvernement « pragmatique »

DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER

Lisbonne, 31 juillet.

Il n'a fallu qu'une semaine à la militante catholique, Maria de Lurdes Pintasilgo, pour former le nouveau gouvernement portugais, qui prend donc la relève de celui dirigé depuis novembre 1978 par le professeur Mota Pinto. La nouvelle équipe ministérielle comporte un nombre impressionnant d'ingénieurs (la l'image donc du Premier ministre), mais ce sont deux militaires, le colonel Costa Braz et le capitaine João Elzeirado qui occuperont les deux postes les plus importants dans la perspective d'une campagne électorale: l'Intérieur et l'Informa-

tion. La caractéristique principale du nouveau gouvernement — le onzième depuis le 25 avril 1974 — est d'être un « gouvernement de cent jours, c'est-à-dire qu'il est chargé essentiellement de préparer les élections législatives qui auront lieu à l'automne prochain, à la suite de la dissolution du Parle-

ment, décidée par le président Eanes. Pour Maria de Lurdes Pintasilgo, cependant, cette limitation dans le temps n'implique pas une limitation sérieuse au niveau de l'activité gouvernementale qui doit être seulement « rigoureuse et sereine ». Ceci, signifie notamment que le nouveau gouvernement veut aller au-delà d'une simple gestion des affaires courantes de l'Etat, se proposant même de « lubrifier les infrastructures ». Dou, par exemple, la création de trois super-ministères, chargés de la coordination des activités économiques, sociales et culturelles, de manière à ce qu'il soit possible, pour le gouvernement, d'agir efficacement au niveau « des activités de base de la population ».

Maria de Lurdes Pintasilgo parle aussi d'une « neutralité active », tout en soulignant que son gouvernement n'a aucune couleur idéologique. « Juger un gouvernement en fonction d'idéologie est une attitude dépassée. Le sens politique est beaucoup plus important que le sens idéologique », a-t-elle dit.

La question qui se pose maintenant est celle de savoir, cependant, si le nouveau gouvernement réussira ou non l'examen de passage devant le Parlement, auquel il doit encore soumettre un programme. Rappelons que, si le Parlement refuse ce programme, le président de la République ne pourra prononcer sa dissolution qu'après trois refus consécutifs, ce qui aurait pour effet de prolonger considérablement la crise et retarder ainsi les élections. Le verdict des partis ne sera connu que dans une dizaine de jours mais il ne semble pas que les sociaux-démocrates (P.S.D.), les démocrates chrétiens (C.D.S.) et les monarchistes (P.P.M.), c'est-à-dire les « trois formations de l'alliance démocratique », soient disposés à appuyer le gouvernement. Ils reprochent notamment à M^{me} Pintasilgo d'être trop liée à l'aile gauche du Conseil de la révolution et de compter aussi trop d'amitiés au sein du P.S. Lundi dernier, par exemple, ils ont refusé un entretien avec elle.

« Nous ne voulons pas jouer la comédie », a expliqué un dirigeant centriste. Pour le chef du gouvernement il s'agit là cependant d'un comportement peu démocratique de la part du P.S.D. et du C.D.S. qui l'attaquent avant de la voir à l'œuvre.

Dans ces conditions c'est peut-être de la gauche que viendra l'appui parlementaire dont le gouvernement aura besoin pour faire passer son mini-programme. Les socialistes, par exemple, qui étaient les plus hostiles à la dissolution du Parlement, ont bien accueilli la composition de la nouvelle formation gouvernementale et sont agréablement impressionnés par M^{me} Pintasilgo. Les communistes ont déjà fait savoir aussi qu'ils ne feront rien pour contrarier le gouvernement, même les sociaux-démocrates indépendants (A.S.D.I.) ont été conquis, puisque deux membres font partie de l'équipe ministérielle.

JOSE ALVES

Une femme Premier ministre, mais la condition

La vie portugaise, dans le sillage du nouveau Premier ministre, la militante catholique Maria de Lurdes Pintasilgo.

En fait, disons-le tout de suite, malgré les dispositions constitutionnelles et malgré aussi l'importance de l'événement féminin dans le nouveau gouvernement (sa formation, notamment, a été soumise à l'approbation d'un groupe de sept femmes, le « staff » du Premier ministre), la société portugaise empêche encore l'épanouissement des femmes, demeure dominée par les hommes et reste donc très « machiste ». Aujourd'hui comme avant la révolution, le rôle de l'immense majorité des femmes ne va guère au-delà de l'entretien ou la gestion du foyer, rôles auxquels elles consacrent d'ailleurs quelque quatre-vingts heures par semaine.

D'autre part, même quand la femme portugaise a une activité rémunérée, son salaire manque de « noblesse » : il n'est encore, le plus souvent qu'un « appoint » au salaire du père ou du mari, une sorte de « mal nécessaire », dû aux difficultés de la vie et à la crise économique. Tel est du moins le sentiment de la majorité des jeunes Portugaises, puisque d'après une enquête réalisée récemment par la Commission à la condition féminine, ils ne partagent pas l'opinion de l'immense majorité des jeunes filles selon laquelle l'émancipation

est pour elles une activité professionnelle à l'extérieur, une fois mariée et mère de famille elle doit se consacrer avant tout à son foyer. Résultat : les femmes constituent 52 % de la population portugaise mais il n'y en a que 25 % environ qui exercent une activité rémunérée, contre par exemple 62 % aux Etats-Unis. Les spécialistes avaient prévu un taux de 32 % en 1980 (contre 16 % en 1960) mais la crise économique et le chômage ont imposé leur loi, touchant en priorité la main-d'œuvre féminine.

D'ailleurs, on peut se poser la question de savoir si l'égalité recherchée par la femme passe seulement par l'exercice d'une activité rémunérée. Plus précisément, au lieu d'insister sur la notion de travail à l'extérieur ne faut-il pas mettre surtout l'accent sur la réussite professionnelle ? Dans ce sens, il faut avouer que la situation des femmes portugaises n'a absolument rien de brillant : plus de la moitié de celles qui ont une activité rémunérée n'ont aucune qualification professionnelle.

Et il n'existe pas non plus au Portugal de formation professionnelle pour les femmes. Celles-ci sont aussi les plus touchées par l'analphabétisme (37,5 % en 1970), travaillent essentiellement dans des usines comme main-d'œuvre non qualifiée (plus de 30 %) ou dans l'agriculture (un peu moins

très jeune (42 % des femmes qui exercent une profession rémunérée ont moins de 25 ans) et est composée en majorité de célibataires ou de veuves. Cela signifie notamment qu'une fois mariées et mères de famille elles abandonnent leur métier, le plus souvent sous la pression des maris, pour se consacrer exclusivement à leur foyer et à leurs enfants. Cette situation est favorisée par une évidente discrimination au niveau des salaires : à qualification et à fonction égales, les femmes ne reçoivent environ que 65 % du salaire perçu par les hommes. Il s'agit là, d'ailleurs d'une donnée aux conséquences sociales très graves, puisque les femmes seules sont de plus en plus nombreuses au Portugal, où l'on divorce facilement, et dont la population féminine est assez âgée.

Cela étant, le climat général au sein de la Commission à la condition féminine est à l'optimisme. On y souligne, notamment, que le nombre de femmes inscrites dans les partis politiques et dans les organisations syndicales est relativement élevé, mais on oublie de préciser que les « élues » sont peu nombreuses dans le Parlement élu en 1976 par exemple, on ne trouve que treize femmes, contre deux cent cinquante députés masculins. Les féministes portugaises font remarquer également que les établissements de l'ensei-

gnement est composée essentiellement d'avocats, de médecins et d'ingénieurs.

La encore, l'exemple de Maria de Lurdes Pintasilgo est l'exception qui confirme la règle, puisque le nouveau Premier ministre portugais est à la fois femme et ingénieur chimiste, le plus brillant d'ailleurs de sa promotion.

Bref, il ne semble pas que les hommes risquent de perdre dans l'imminent leur position dominante dans la société portugaise. Pour la préserver, ils disposent même de deux atouts importants : leur pouvoir économique et surtout peut-être l'éducation machiste encore en vigueur. Dans ce sens, la Commission à la condition féminine a engagé une bataille tendant à modifier l'image de la femme telle qu'elle est encore diffusée par les manuels scolaires et la publicité : celle à la fois de la « pouce de cire », de la « fée du logis » et de la « mama ». Pour les féministes portugaises, il s'agit là, d'ailleurs, d'une bataille au moins aussi importante que celle de la législation de l'avortement (celle-ci est déjà très avancée), qui implique pour les femmes le droit de disposer librement de leur corps, une manière comme une autre d'affirmer leur émancipation et leur indépendance.

J. A.

